

Décret du 21 novembre 1933 relatif à la réorganisation judiciaire et les règles de procédure en Océanie. — B : Des demandes en cassation.

Séquestration et privation de liberté en contexte sectaire

Lois et décrets (LODA)

En vigueur

Date	29/11/1933
Juridiction / Nature	DECRET
URL Légifrance	https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000661017

RÉSUMÉ OFFICIEL LÉGIFRANCE

[...] Seront, néanmoins, dispensés de l'amende : 1° Les condamnés à une peine correctionnelle ou de police emportant privation de liberté ; 2° Les personnes qui joindront à leur demande un certificat constatant [...]

TEXTES VISÉS

Le Président de la République française,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 18 août 1868 et tous actes postérieurs portant modification à l'organisation judiciaire dans les établissements français de l'Océanie ;

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 ;

Vu le décret du 17 septembre 1897 portant organisation de la justice aux îles Sous-le-Vent ;

Vu le décret du 22 août 1928 relatif au statut de la magistrature coloniale ;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice,

RÉFÉRENCE

DECRET du 29 novembre 1933, « Décret du 21 novembre 1933 relatif à la réorganisation judiciaire et les règles de procédure en Océanie. — B : Des demandes en cassation. ». Disponible sur Légifrance : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000000661017> (consulté le 19 juin 2026).